



Préparer la contre-offensive sociale, face à un gouvernement fragilisé et une extrême-droite aux aguets

Jamais depuis l'inversion du calendrier électoral en 2002, les élections législatives n'avaient été un tel désaveu pour le parti présidentiel. La coalition macronienne ainsi regroupée avec 245 sièges sur 577 que compte la future Assemblée nationale, échoue et de très loin à obtenir la majorité absolue convoitée. On peut déjà pressentir la crise de gouvernabilité qui résultera de cette configuration qui témoigne de la faible assise du bloc social dominant.

Les gauches rassemblées au sein de la Nouvelle Union populaire écologique et solidaire avec 137 sièges, sans atteindre le pari d'obtenir la majorité, réussit toutefois la performance d'envoyer 137 députés dont le plus beau symbole sera incarné par Rachel Kéké, animatrice de la lutte exemplaire des femmes de chambre de l'hôtel Ibis. Pour autant, avec un très fort taux d'abstention attestant d'un divorce persistant entre une large fraction de la population et la représentation politique parlementaire et la percée spectaculaire de l'extrême droite qui totalise 89 sièges, la situation politique française demeure celle de tous les dangers.

Le principal risque réside dans l'agressivité d'un gouvernement disposant d'une majorité étriquée et à découvert face à une extrême-droite en embuscade, qui trouvera dans les rangs de LR, au coup par coup, l'appoint pour dérouler son agenda de lois iniques à l'instar du projet de réforme sur les retraites, enjeu central de mobilisation pour notre camp social. A l'évidence, la NUPES témoigne de la persistance d'une volonté de rupture avec le néolibéralisme et son cortège d'effets dévastateurs pour les droits des salariés, le droit des femmes spoliés par des ministres toujours en exercice, le maintien et le renforcement des services publics, le droit des migrants, les équilibres environnementaux à l'heure du réchauffement climatique. Pour autant, la seule stratégie électorale montre ses limites et gageons ici, que seul un puissant mouvement social, disposant de sa propre autonomie, permettra de modifier substantiellement le rapport de forces au profit du monde du travail, et de créer les conditions d'un front uni permettant de faire reculer toutes les menaces anti-démocratiques et antisociales. Il en va de la responsabilité de nos organisations syndicales d'œuvrer dès à présent à préparer les conditions d'une offensive d'ampleur qu'il s'agisse de la revalorisation du point d'indice, de l'augmentation de tous les salaires, pensions et minima sociaux, de faire échec à la mise en œuvre des réformes mortifères (retraites, réserve opérationnelle), à l'instar des secrétariats généraux communs ou de la loi de transformation de la fonction publique, ou de l'ANEF synonyme de graves entorses aux droits des usagers étrangers. Plus encore, il s'agira d'empêcher que les fonctionnaires de police deviennent une garde prétorienne et militarisée d'un bloc social dominant et minoritaire de la société, en roue libre, y compris en combattant les dérives corrélées à l'implantation des idées d'extrême droite en son sein. Porter les couleurs de l'antifascisme au sein d'un ministère régalien perméable aux idéologies les plus nauséabondes que la Macronie n'a eu de cesse d'attiser, par son durcissement répressif ou sa loi sur le séparatisme, organisant la suspicion autour de nos compatriotes de confession musulmane ou d'autres catégories de la population ainsi ciblées, constitue un engagement unitaire que nous avons la volonté de porter.

En tous domaines, il s'agira de restaurer les services publics dans leur mission essentielle de satisfaire aux besoins fondamentaux de la société.

Décrétons l'état d'urgence sociale pour redonner aux salariés et aux couches populaires toute leur place dans les combats décisifs qui s'annoncent.